



HAL
open science

L'événement en révolution. Réflexions autour des cas syriens et égyptiens

Chaymaa Hassabo, Matthieu Rey

► **To cite this version:**

Chaymaa Hassabo, Matthieu Rey. L'événement en révolution. Réflexions autour des cas syriens et égyptiens. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2015, 10.4000/remmm.9187. hal-01443550

HAL Id: hal-01443550

<https://amu.hal.science/hal-01443550>

Submitted on 23 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chaymaa Hassabo* et Matthieu Rey**

L'événement en révolution

Réflexions autour des cas syrien et égyptien

Résumé. Le rapprochement de deux séquences de faits, l'une centrée sur les grandes manifestations du Caire entre le 30 juin et le 3 juillet 2013, l'autre sur les combats de rue dans la capitale syrienne entre le 13 et le 23 juillet 2012, montre toute l'importance de mettre en récit les événements. Ces derniers sont envisagés comme outil de compréhension et mode de construction des sciences sociales. Après avoir constaté l'omission de cette catégorie d'analyse dans les sciences sociales, nous nous proposons d'introduire la notion de durée dans l'événement pour saisir la manière dont à un certain moment, de multiples temporalités se croisent et interagissent les unes avec les autres. Les situations changent, les acteurs apparaissent et disparaissent, leurs perceptions se transforment tout aussi rapidement. Dans le contexte révolutionnaire caractérisé par ces bouleversements incessants, seul le récit de l'événement, c'est-à-dire sa description pour lui-même, peut permettre de restituer la complexité de la réalité dans une narration propre à montrer les enjeux qui s'y déroulent.

Mots-clés : Égypte, Syrie, événement, récit, discours, épistémologie des sciences sociales, expérience historique

Abstract. *The event in revolution. Some reflexions on the case of Syria and Egypt.* By bringing together two sets of facts, namely both the mass protests which erupted in Cairo between 30 June and 3 July 2013 and fights which broke out in Damascus between 13 and 23 July 2012, this article sheds light on writing narratives of events. It is argued that events can be considered as a heuristic tool and a specific manner to construct social science. First, it is argued that this category has not received full attention in the social sciences, and then we

* Chercheur associé au Collège de France.

** Maître de conférences au Collège de France.



are looking how to write narrative based on events. At a certain moment, several temporalities are brought together in a specific situation and demonstrate a complex interplay. As situations move quickly, actors emerge and disappear, perceptions are constantly changing. In the context of revolution, which is characterized by a high level of change, it is concluded that only narratives of the event that describe the event for itself, ultimately provide access to the complexity of social reality.

Keywords: Egypt, Syria, event, narrative, discourse, epistemology, historical event

Que s'est-il passé en Égypte entre le 30 juin et le 3 juillet 2013 ? En quoi le récit de ces journées est-il important ? En ne se focalisant que sur une binarité politique entre pro-Frères musulmans et pro-armée, le regard n'a-t-il pas été biaisé ? N'est-il pas suggéré implicitement que l'unique enjeu serait de déterminer s'il y a eu « coup d'État » ou « révolution » ? De même, en Syrie, le récit des journées damascènes du 13 au 25 juillet 2012¹ ne démontre-t-il pas que le déclenchement de la « bataille » de Damas infléchit la trajectoire révolutionnaire en Syrie ? Pendant ces journées syriennes et égyptiennes, comment se sont organisés les différents acteurs, quelles représentations se font-ils de ces journées, quels actes déploient-ils ? Au-delà de ce découpage dans le temps, dans quelle mesure ces deux situations éclairent-elles notre compréhension des bouleversements qu'ont connus les pays arabes depuis la fin 2010 ?

Nous recourons ici à la notion d'« événement », non pour qualifier la succession de faits et d'actions, mais pour rendre compte en premier lieu « d'une dynamique à l'œuvre, à travers ce qui se passe et fait sens, à un moment donné du temps, pour l'ensemble des acteurs sociaux, dans une société donnée, à un endroit particulier », pour reprendre la définition proposée par Patrick Champagne (2011). Indexer la notion de l'événement sur le vécu des acteurs sociaux permet de montrer à la fois la « multiplicité des discours sociaux » (Bensa et Fassin, 2002), voire leurs contradictions, et leur implication pour les sociétés. L'usage de cette notion s'impose dans des contextes de changements réguliers, accidentant les trajectoires des groupes sociaux et des structures politiques. Plus qu'à tout autre moment, la succession de changements qui ont affecté le monde arabe depuis 2011 invite à repenser les outils analytiques pour les saisir. Le recours que nous y faisons pose, de fait, la question de la place de l'événement comme paradigme dans les sciences sociales. Par un exercice de redéfinition de la notion et de son usage, il devient possible de le constituer en outil central et transdisciplinaire d'analyse.

L'événement a donné lieu à des définitions contradictoires. Les premières – se basant sur le terme *eventa* ou « issue d'un déroulement » – projettent le regard sur

1 La mise en récit de ces deux événements syrien et égyptien mérite un long développement pour lequel nous ne disposons pas ici de l'espace nécessaire, nous avons donc opté pour une construction partielle de ces événements, sous forme d'encadrés, rendant compte de leurs éléments essentiels en concordance avec les phénomènes que nous développons dans le corps de texte. Chacun des récits repose sur une série d'observations conduites par les auteurs pendant les événements et des entretiens pour préciser certaines dimensions. Pour chacun d'entre eux, le choix s'est porté sur un théâtre unique, Le Caire et Damas.

la conclusion d'un processus. D'autres, au contraire, se référant à *evenire*, pensent l'événement comme rupture. Toutes les interprétations convergent pour mettre de côté ce qui se déroule dans une séquence temporelle particulière, initiée par une dynamique qui se poursuit un certain temps. À l'encontre d'une approche privilégiant le fait de qualifier la situation, dire « qu'est ce qu'est au juste » (Greish, 2014) ces événements, cédant à une « illusion étiologique » (Dobry, 1992), notre attention se portera sur la description de la situation. Cette technique vise à restituer les multiples dimensions de l'action protestataire. En d'autres termes, nous tenterons d'analyser « qu'est-ce qui s'est passé au juste » (Greish, 2014).

En isolant des séquences comme celle du 30 juin-3 juillet 2013 au Caire ou bien celle du 13-23 juillet 2012 à Damas, nous visons donc à proposer une manière de construire un récit des sciences sociales sur les bouleversements des sociétés et à discuter la scientificité d'un discours en relation avec des situations mouvantes et changeantes – en d'autres termes, avec des « conjonctures fluides » (Dobry, 1992). Cette approche permet de préciser la pertinence heuristique de la catégorie « événement » dans les sciences sociales par le dialogue inter et intra-disciplinaire². Le choix de ces deux moments permet de déplacer le regard³ sur deux séquences temporelles.

À travers deux cas empiriques, nous interrogerons l'événement comme catégorie des sciences sociales, et plus spécifiquement de l'histoire et de la science politique. Cet outil a été longtemps délaissé par les sciences sociales qui tendent à privilégier l'analyse des permanences, alors que ces disciplines ont été forgées en des temps de bouleversements socio-économiques pendant la révolution industrielle et en réponse à une crise politique majeure – la Révolution française. Le recours à l'événement comme objet d'étude (comment les journées citées peuvent-elles être restituées ?) et catégorie analytique (en quoi la notion d'événement saisie empiriquement constitue-t-elle un outil permettant de penser le changement dans les sciences sociales ?), permet de se saisir des discontinuités. La mise en récit restituée alors, dans un même mouvement, les perceptions des acteurs, leurs projections contradictoires dans l'action et leurs actes effectifs. Elle autorise la saisie d'éléments épars et significatifs d'une situation. Plus la scène se fragmente par la multiplication des acteurs et des motivations, plus le recours à la description événementielle s'impose. La notion d'événement permet donc de déplacer le regard pour saisir les inerties constitutives de la césure et les continuités en action.

Pourtant, la comparaison entre deux événements, l'un égyptien et l'autre syrien, ne s'impose pas d'elle-même. Les premières analyses sur les événements de 2010-2011 au sein des pays arabes tendent à distinguer fortement les processus

² Sans vouloir entrer dans la discussion des deux termes, présentée dans *Interdisciplinarités*, Paris, Le Seuil, 1997, nous souhaitons engager un dialogue des sciences sociales à partir de deux disciplines principalement, l'histoire et la science politique.

³ À l'image de l'invitation de Philippe Corcuff (2007) l'entreprise ne recherche pas à dépasser les autres études, mais à proposer un nouvel éclairage par un autre point de vue.

contestataires⁴. La Tunisie n'est pas l'Égypte, qui ne ressemble pas à la Syrie. Sans nier l'importance de la monographie nationale et le suivi des trajectoires singulières, documentant des mutations rapides et complexes, nous souhaitons recourir à un outil analytique, l'« événement », qui précise les caractères communs, les similitudes et les différences entre les processus propres à chaque terrain. Son usage conforme à la démarche proposée par Marc Bloch met en évidence des schèmes communs (Leca, 1979 : 5) de compréhension d'une réalité complexe, sans présager des différences contextuelles.

L'événement au cœur et à la marge des sciences sociales

Les récents soulèvements dans les pays arabes ont suscité nombre d'interrogations. Soudainement, les recherches en sciences sociales se devaient de proposer du sens immédiatement à des situations complexes et mouvantes. La difficulté à comprendre ces événements relève probablement de deux registres d'explication. Un premier registre porte sur l'approche par le régime ou par l'État adoptée dans bon nombre d'analyses en sciences politiques. Les phénomènes venant du « bas », comme les protestations, s'élevant au rang d'événements pour leurs acteurs, ont souvent été marginalisés en faveur d'une plus grande attention sur le « haut » (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003)⁵. Le regard se porte dès le 2 et 3 juillet 2013 sur la qualification des faits au Caire : le discours du président de la République, Muhammad Morsi, est-il contraint ? Le déploiement de l'armée scelle-t-il un coup d'État ? De telles questions concentrent l'analyse sur la qualification des conséquences institutionnelles et la détournent des mobilisations de rue. Au mieux, le débat s'engage sur le nombre de manifestants. Mais nul regard ne porte sur les cortèges variés qui convergent dans les rues du Caire. De même, la geste protestataire qui suit plusieurs registres d'engagement et d'action est oubliée. À Damas, une interrogation suit l'annonce du déclenchement de la bataille de Damas appelée « volcan de Damas » : l'extension des combats dans la capitale marque-t-elle la bataille décisive annonçant la chute du régime ? Une telle entrée détourne le regard de la coalescence de forces variées qui fusionnent dans l'armée libre. Elle ne permet pas de voir la géographie des affrontements qui débordent progressivement de la campagne et des faubourgs environnants sur la ville. Elle empêche de suivre le temps des acteurs - attente du vendredi mobilisateur, attente des attaques pour les quartiers préservés comme le camp de Yarmuk, fuite précipitée des zones de combats pour les habitants du Midan, avancée heure par heure pour certains combattants etc. Les questionnements

4 Nous ne pouvons pas ici développer l'ensemble des études portant sur les phénomènes révolutionnaires arabes, depuis la fin 2010 et début 2011, nous renvoyons à l'étude approfondie de Bennani-Chraïbi et Fillieule (2012).

5 Pour une critique de ces approches, voir Bennani-Chraïbi et Fillieule (dir.), 2003.

portent, le plus souvent, sur le régime et omettent de problématiser le fait que des « glissements locaux, microscopiques ou de faible amplitude puissent, au moins parfois, avoir de “grands effets”, ou même renverser des tendances lourdes ou “structurelles” » (Dobry, 1992). La mise à l'écart de tels processus a empêché la saisie d'une nébuleuse de dynamiques comme la symbolique des lieux, les sociabilités liées au politique, les modalités du passage à l'acte, etc. Une revue de la littérature fait alors apparaître l'intérêt premier pour les logiques de pouvoir par les acteurs aux statuts légitimes (partis, chef d'État, etc.) – délaissant les mouvements du quotidien à l'origine des gestes et des pratiques.

Un second registre d'explication relève d'un paradoxe des sciences sociales : celui de se construire historiquement autour d'événements de forte intensité en matière de mutations (révolution, guerre...), tout en privilégiant l'analyse des structures. La relation des sciences sociales et de « l'événement » se fonde en partie sur ce paradoxe souvent énoncé. Leur constitution comme disciplines scientifiques – à la fin du XIX^e siècle – tient pour l'histoire, la sociologie et, dans une moindre mesure, l'anthropologie, des conséquences induites par des bouleversements politico-économiques d'ampleur, qualifiés de « révolutions »⁶. Elles répondent à une nouvelle demande savante des sociétés pour comprendre les bouleversements par la restitution d'unités à même de donner sens au changement (Aron, 1976). Une tension anime alors les sciences sociales : leur visée devient la détermination d'objets plus ou moins durables et fixes, à même de résister à leur disparition. Les approches économiques et sociologiques adoptées par la discipline historique renforcent ce point de vue au cours du XX^e siècle, faisant de l'événement un « résidu » de l'analyse, bien plus que son centre (Le Goff et Nora, 2011) (Delacroix, Doss et Garcia, 2007). Ce constat se retrouve aussi dans la genèse de la discipline « histoire » et dans celle des sciences sociales au sein du monde scientifique arabe. La naissance des champs disciplinaires accompagne le mouvement de libération nationale. Seuls les acteurs de la lutte anti-impérialiste, les logiques géopolitiques et les tenants du régime bénéficient d'une attention particulière. Sinon, ce sont les repères sociaux et économiques qui sont explorés pour comprendre les retards et le sous-développement. L'événement ne devient que le révélateur de la lutte séculaire. S'il ne rentre pas dans ce récit, il est délaissé. La rencontre du changement et du permanent constitue, dans une large mesure, le défi des sciences sociales.

Dans des situations de renversement telles que les ont expérimentées les pays arabes, les constantes deviennent de plus en plus difficiles à détecter et leur mise en avant risque de déformer fortement la réalité. Ce sont les lectures régressives qui dominent dans un premier temps, en reliant le passé proche à un point d'aboutissement supposé. La destitution du président Morsi tend à écraser une pluralité de phénomènes sous la forme d'une lecture linéaire : l'histoire politique de l'Égypte contemporaine s'entend alors comme une succession de chefs d'État

⁶ En référence à la compréhension des dynamiques politiques du XIX^e siècle proposées par François Furet (2010) par exemple, dans le cas de la France et des mutations économiques comme la révolution industrielle.

Encadré 1 : La « bataille de Damas »

Le 13 juillet 2012, l'armée syrienne libre – ensemble composite de forces armées se revendiquant de l'opposition au régime de Bachar al-Assad – lance une offensive dans les quartiers sud de Damas pour prendre le pouvoir dans la capitale et briser l'illusion d'un État encore reconnu par la communauté internationale. Dans la soirée, les premiers combats aboutissent à une avancée de ces forces opposantes : des banlieues de Jobbar à Sbené, un vaste espace est conquis à la suite de combats sporadiques qui entraînent le retrait des milices, services de renseignements et armée du régime. Dans les quartiers « libérés » (*muharrara*), la première tâche des nouvelles autorités – civiles et armées – consiste à organiser des festivités telles que la *debke* (danse populaire) pour célébrer la victoire et substituer symboliquement l'espace d'une « joie de vivre » au régime de la peur imposée par les anciens détenteurs du pouvoir. Une nouvelle dynamique prend place dans la capitale : elle devient une zone contestée entre les forces du régime et de l'opposition et un espace sur lequel s'exerce une nouvelle forme de répression de la part du régime, à savoir des bombardements à l'arme lourde. Cette transformation oblige à une redéfinition des positions de chacun : certains choisissent de fuir pour se protéger, d'autres pour marquer leur désapprobation au régime ; certains se mobilisent par la prise d'armes pour un camp ou pour un autre ; d'autres organisent les soutiens logistiques et la mise en place de services administratifs informels, en lieu et place des officiels qui disparaissent soudainement. Du 14 au 17 juillet, rue par rue, les affrontements mettent aux prises principalement des hommes armés : dans le camp de l'opposition, les maisons de la ligne de front sont mises à profit pour abriter les combattants et les protéger des forces du régime, un tissu d'ouvertures entre immeubles et maisons leur permettant de se déplacer. *A contrario*, les troupes du régime tentent de tenir les rues et les espaces publics. Des chars accompagnent les colonnes d'hommes armés en cas de difficultés. Cependant, la vigueur de la guérilla urbaine contraint les forces du régime à reculer. Les combats précipitent le déplacement régulier des populations de quartiers en quartiers. De nouveaux refuges émergent, dont la localisation est diffusée sur les médias sociaux à l'aide de cartes précisant les routes sécurisées. En une journée, plus de 20 000 personnes, partant de Zamalka (banlieue est de Damas), créent de facto une nouvelle configuration urbaine et démographique. Les organes de l'opposition, comme les institutions informelles telles que les *tansîqîyyât mahliyya* (les comités locaux de coordination), ne peuvent plus remplir adéquatement leurs tâches, en particulier celles qui concernent l'aide humanitaire. Elles poursuivent néanmoins leur travail, en même temps qu'une foule d'auto-entrepreneurs de secours et de gestion se constituent dans l'événement : certains s'occupent d'aménager et d'approvisionner les écoles, devenues des lieux de refuge ; d'autres, de rechercher des vivres. Cette mutation des structures partisans se fait en parallèle des dynamiques qui affectent les forces armées, dont les effectifs augmentent avec l'afflux des habitants des

campagnes damascènes et dont l'organisation se fragmente rapidement pour laisser place à des bandes (*isabât*) de quartiers.

Le 18 juillet 2012, après trois jours de progression des combats des périphéries urbaines vers le centre, un fait infléchit la trajectoire locale et nationale de la bataille : la cellule secrète des autorités syriennes, dite « cellule de crise », en charge de la conduite des opérations de répression, est largement détruite par un attentat. En retour, les hélicoptères survolent la ville, tirent sur les quartiers visant les positions rebelles ou les rassemblements de foules. Les espaces publics se vident. Cependant, les différents acteurs ne peuvent trancher le sens de cette explosion : est-ce « la » victoire ? Est-ce une simple opération d'« épuration » voulue par le régime qui se débarrasse de personnalités devenues indésirables ? Revendiquer l'attaque contre la cellule secrète devient aussi une manière pour les forces révolutionnaires civiles et militaires de démontrer l'effectivité de leur entreprise. Une nouvelle appellation est alors lancée : les événements en cours appartiennent à une action globale, « le volcan de Damas ». Le basculement sémiotique favorise la réappropriation des situations par l'un des acteurs, alors que le régime se fige dans la rhétorique de l'attaque extérieure pour la disqualifier de toute valeur nationale. Le jeudi soir, le 18 juillet, « quelque-chose » est en cours. Le vendredi 19 juillet prend valeur de symbole dans ce cadre. La veille au soir, de nombreux commerçants du vieux Damas se sont mis en grève – avec les mentions d'*idrâb* (grève) sur les portes métalliques – et des graffitis proclament la victoire de l'armée libre. Les services de sécurité et diverses milices suppléent aux forces militaires mobilisées par le régime pour opérer un contrôle de la ville. Par mesure de rétorsion, les administrations publiques cessent de fonctionner, les déchets s'amoncellent. Dans les zones « libérées », des manifestations sporadiques se forment à la sortie de la mosquée, mais elles se dispersent vite à l'approche des hélicoptères. Une ou deux mosquées sont par ailleurs visées à l'heure de la prière du vendredi. À la fin de la journée du 19 juillet 2012, il devient clair qu'aucun des camps ne gagne ni ne perd : le régime conserve la maîtrise symbolique de la ville et l'opposition démontre que le régime ne peut l'empêcher de pénétrer jusqu'au centre-ville et établit son contrôle sur de vastes espaces. Le 20 juillet, les groupes activistes prouvent leur capacité d'invention lorsque des groupes informels d'éboueurs se mettent à sillonner la ville pour la nettoyer, créant de facto une contre-administration. Cependant, le rythme factuel se fait plus lent à partir du 21 juillet et la localisation de l'action se déplace : la bataille pour Alep a commencé et un statu quo s'établit à Damas. Il consiste en l'établissement de lignes de front, en l'organisation informelle et plurielle des zones dites libérées, ainsi qu'en la structuration de forces de protection des zones et des troupes en charge de conquérir, par petits segments, les espaces adjacents. De son côté, le régime répond en envoyant des hélicoptères au moindre rassemblement – ce qui empêche toutes funérailles publiques –, en multipliant les zones fermées dans la ville et en exerçant un contrôle accru sur les populations. Le soir du 23 juillet 2012, les dynamiques structurantes de l'événement « bataille de Damas » s'estompent.



Encadré 2 : 30 juin-3 juillet 2013. L'événement problématique

Le 30 juin 2013, des millions de personnes défilent à travers l'Égypte appelant à la destitution de Muhammad Morsi, le président de la République, issu de la confrérie des Frères musulmans, élu un an auparavant. Le mot d'ordre des manifestants est un appel pour des élections présidentielles anticipées. Pourtant, leurs objectifs et leurs attentes divergent fortement. Certains recherchent l'instauration d'un régime militaire tandis que d'autres sont dans une dynamique purement révolutionnaire, c'est-à-dire un accomplissement des revendications formulées dès le 25 janvier 2011 sous le slogan « pain, liberté, justice sociale et dignité humaine » et refusent, ce faisant, tout retour à une situation *ex ante*. Les manifestations anti-Morsi ont deux principaux points de rassemblement au Caire : d'un côté, le Palais présidentiel, largement investi depuis l'arrivée de Muhammad Morsi au pouvoir, a constitué un lieu d'affrontement entre islamistes et anti-islamistes au mois de décembre 2012 ; de l'autre, la place Tahrîr, lieu symbolique de la Révolution depuis 2011. Des acteurs inhabituels défilent au côté des manifestants : les corps de la police. Les Frères musulmans et leurs alliés des forces islamistes (à l'exception du parti salafiste al-Nûr et du parti de Masr al-Qawiyya de l'ex-Frère musulman 'Abdal Mun'aym Abû al-Futûh) ont lancé deux sit-ins, l'un aux alentours de l'Université du Caire et l'autre non loin du Palais présidentiel, autour de la mosquée Rab'a al-'Adawiyya. Notons que si la plus grande journée de mobilisation date du 30 juin 2013, des prémisses sont visibles quelques jours auparavant, et des violences civiles entre partisans du président Morsi et résidents prennent une ampleur croissante, sans qu'il y ait réelle intervention des forces de sécurité. Simultanément, le ministre de la Défense 'Abdal Fattâh al-Sissî et le Président de la République, Muhammad Morsi, prennent la parole à quelques jours du 30 juin. Le premier appelle toutes les parties en conflit à trouver une formule de réconciliation et d'entente afin d'éviter une guerre civile. Le 27 juin, le second dénonce un complot contre les Frères musulmans et insiste sur le rôle historique de l'armée, tout en rappelant que cette dernière doit rester en dehors du champ politique. M. Morsi prie également l'armée de protéger les lieux symboliques de l'État, lui permettant ainsi de se déployer dans la capitale. Toutes les composantes d'une « situation de crise » sont réunies : une population en colère, mais non unifiée ; des membres de la police ralliant les manifestants ; la présence de l'armée ; et des sympathisants du régime, eux aussi en colère. Lorsque les premiers hélicoptères survolent le Caire au-dessus du Palais présidentiel, ils sont accueillis par une très forte acclamation des manifestants qui utilisent le slogan « *inzil ya sissi, al-morsi mish ra'îssî* » (Descends Sissi, Morsi n'est pas mon président). Mais, en parallèle, autour du Palais d'Itihidiyya, d'autres manifestations se tiennent et s'opposent à cette sympathie généralisée pour l'armée. Des slogans tels que « À bas tous ceux qui ont trahi : *'askar, felloul, ikhwân* » (c'est-à-dire les militaires, les ex-membres de l'ancien régime de Moubarak, et les Frères) sont entendus.

La journée se déroule sans grand heurt dans les principaux rassemblements, sauf en fin de soirée, où des échauffourées explosent devant le siège de la confrérie, sur la colline de Moqattam. Des armes à feu sont utilisées et plusieurs personnes sont tuées. La police intervient seulement quelques heures plus tard. Le lendemain, le 1^{er} juillet 2013, le Conseil suprême des forces armées émet un premier communiqué. Celui-ci donne un ultimatum de 48 heures à toutes les forces politiques pour répondre aux demandes du peuple. Le délai passé, les forces armées seraient obligées d'annoncer une feuille de route, en collaboration avec toutes les forces politiques, y compris et surtout les « jeunes », dont elles superviseraient l'application. Le même jour, les porte-paroles de la campagne *Tamarrod* (rébellion), initiateurs du mouvement du 30 juin, appellent à leur tour Muhammad Morsi à quitter le pouvoir au plus tard le lendemain à 17h00. Les manifestations se poursuivent et s'étendent, au Caire, à un autre palais présidentiel, celui de Qasr al-Quba. Le 2 juillet, Muhammad Morsi prend la parole à son tour, les rumeurs parlent de sa mise en résidence surveillée au Club des Gardes républicains. Il apparaît sur les écrans de la télévision, invoquant sa « légitimité » électorale et indiquant qu'il est prêt à la défendre par tous les moyens : cet appel est alors considéré comme un appel à la sédition nationale, toutes les parties en conflit étant mobilisées. À partir de ce moment, il est clair que les jours de Muhammad Morsi et des Frères musulmans au pouvoir sont comptés et que le 3 juillet est un moment de basculement. Le 3 juillet, en fin de soirée, le lieutenant-colonel Abdel Fattah al-Sissi apparaît sur les chaînes télévisées, entouré de personnalités officielles porteuses d'une symbolique nationale forte, comme notamment Muhammad al-Baradei, le coordonnateur du Front national du Salut, le Sheikh d'Al-Azhar, le Pape copte, ainsi que des représentants de la campagne de Tamarrod. A. Sissi annonce une feuille de route pour une transition politique qui passe, de fait, par la destitution de Muhammad Morsi. Il lance la procédure « constitutionnelle » pour amorcer une telle transition.



et comme une réflexion sur le mode de désignation de ces derniers. De même, la lecture confessionnalisante des événements syriens privilégie l'une des variables de l'action et propose, à partir d'un regard rapide sur un épisode, une unification a priori de l'enchaînement des événements – un a priori qui fonctionne comme cadre axiomatique et impératif historique. Dans une large mesure donc, l'antinomie de départ – sciences sociales et changement – est alors dépassée par la mise en avant d'un temps mécanique constitué par un point d'aboutissement, fruit d'une ligne historique. Cette conception écrase de fait la construction sociale du temps (Elias, 1996) et sa multiplicité au sein d'un même moment. Le temps des révolutions impose comme exigence théorique le déplacement de regard et le renouvellement des outils, renouvellement rendu nécessaire par la complexification soudaine des situations.

Cette attitude résulte, en dernier lieu, de l'hyper-événementialité qui caractérise la région moyen-orientale. Le récit médiatique et les reconfigurations régulières de nombreux territoires de cette région atomisent le discours qui détache les faits de tout contexte. Les événements syriens ne deviennent qu'une succession de voitures piégées, de bombardements sporadiques et de massacres. L'isolement d'un fait empêche l'analyse des données contextuelles, qui se réfugie dans une recherche sur des ensembles plus sûrs, comme les rapports de pouvoir entre grandes puissances. La recherche esquive ainsi le risque de la complexité pour lui préférer des ensembles stables. Dans le cas égyptien, l'interprétation se focalise sur des acteurs supposés connus – l'armée, les Frères musulmans, les « jeunes », etc. – sans pour autant prendre en considération les multiples valeurs et les registres d'action variés qui rendent les groupes fluides. En nous éloignant de l'a priori exceptionnaliste sur le monde arabe – les situations qui se déroulent dans ces pays sont comparables à d'autres aires culturelles et séquences chronologiques –, il devient possible d'entreprendre une documentation des faits par la reconstruction de la notion même d'événement. Notre effort s'inscrit dans le prolongement d'autres travaux qui ont pu montrer l'utilité du récit pour rendre intelligibles des transformations soudaines.

Relater les faits, penser l'événement

À partir de ces deux séquences syrienne et égyptienne, qu'est-ce que la lecture de l'événement, au-delà de sa facticité, apporte à la compréhension des phénomènes ? En quoi sa narration est-elle nécessaire pour déterminer le caractère « révolutionnaire » de ces situations ? Quels sont, au sein de ces événements, les « temps » qui font sens et permettent d'évaluer l'influence d'une séquence donnée sur l'enchaînement des dynamiques révolutionnaires ?

Il s'agit ici, comme l'indique Michel Dobry, de comprendre « ce dont "l'événement" est fait », et non d'adopter un schème uni-causal. L'objectif est de pouvoir « dans l'enchaînement confus de rencontres, d'enchaînements ou de chaînes de déterminations historiques hétérogènes, repérer des classes de

situations, ou configurations constitutives de différents types de « logiques de situation » s'imposant aux perceptions, anticipations, calculs et pratiques des acteurs agissant dans « l'événement » et, par cela même, le façonnent » (Dobry, 2010). « L'événement » des 18 jours menant à la destitution de Hosni Moubarak, en janvier-février 2011 (Chazli et Hassabo, 2013) ; (Hassabo, 2012), pourrait ainsi être considéré comme « événement-période » (Prost, 2010), en ce sens qu'il inaugure clairement une « situation révolutionnaire » telle que l'entend Charles Tilly (1978). Toutefois, il ne peut pas être pris pour la cause des événements successifs qui ont fait l'actualité égyptienne ultérieure. L'occurrence de chaque nouvelle inflexion, si elle est rendue possible par le contexte plus global dans lequel elle advient, a sa propre dynamique, sa « logique de situation », impliquant à chaque fois de nouvelles configurations politiques, l'émergence d'acteurs et le retrait d'autres, des changements structurels, des tiraillements et des tensions entre des acteurs individuels et d'autres collectifs, etc. Il s'agit, avant tout, du paradoxe de la binarité rupture-continuité de l'événement, dans lequel se définit un temps au cours duquel quelque chose d'inédit advient, tout en étant déterminé par des continuités fortes.

Penser l'événement historique revient donc à comprendre un moment tout à la fois dans sa dynamique propre et dans sa relation à d'autres séquences temporelles plus ou moins identiques. Comme le pointe François Dosse (2010 : 3 et suivantes), l'articulation événement/temps pose problème. À la différence des approches strictement restreintes à la « bifurcation » (Bessin, Bidart et Grosseti, 2010) qui s'enquière de brefs instants où quelque chose se modifie, il s'agit ici de réintroduire, dans le temps sociologique, la notion de durée relative. La caractéristique des séquences révolutionnaires est de mettre en exergue simultanément des césures dans les trajectoires et des situations impliquant une pluralité d'acteurs (Rossa, 2013)⁷. Le 30 juin ne peut se réduire à deux camps s'affrontant. Il serait même difficile de qualifier tel ou tel acteur dans la rue en fonction d'une identification à des camps du type « jeunesse révolutionnaire », « partisan de l'armée », etc. De même, au cours des journées damascènes, de multiples oppositions sont en présence, agissant selon des registres d'action variés : auteurs de graffitis dans le vieux Damas, combattants, auxiliaires de l'aide humanitaire se côtoient – certains s'expriment pour la fondation d'une nouvelle société, d'autres pour un ordre politique fondé sur l'islam, certains ne veulent pas de combats armés, d'autres s'engagent dans la guérilla urbaine comme mode de contestation. Ce changement de configurations, que celles-ci soient politiques, institutionnelles, ou symboliques, s'incarne dans le mouvement et dans l'action de personnages. Ils deviennent des acteurs de la situation par les données et les logiques qu'elle impose. La notion d'événement avancée ici appartient donc à l'ensemble des outils de l'« espace non poppérien » des sciences sociales (Passeron, 1991). Comme le rappelle Jean-Claude Passeron, un ensemble de notions et d'outils propres aux sciences sociales ne peut viser à la reconstruction d'un problème solvable, si celui-ci repose sur une possible falsification. Au contraire, le social

⁷ Ces faits appartiennent indéniablement à des moments d'« accélération », (Rosa, 2013).



mouvant invite à définir des outils qui donnent sens à des séries enchevêtrés et des dynamiques croisées, c'est-à-dire à en restituer la complexité en acte. La rupture ou le nouveau ne saurait en tant que tel faire l'objet d'une validation, car ils sont avant tout un surgissement ou une transformation de l'existant. Ils peuvent être saisis par une phénoménologie, c'est-à-dire une étude des processus et dynamiques affectant la subjectivité et l'action des acteurs selon des temporalités plurielles. À cette fin, la nécessaire durée de l'événement – quelques heures ou quelques jours – en fait un outil d'analyse particulièrement adéquat à l'analyse des situations révolutionnaires.

Multiplicité des temps de l'événement

L'événement vient agir sur les catégories et les statuts des acteurs. Il oblige le chercheur à rendre compte de la part subjective qui s'y joue, celle de la perception des acteurs, eux-mêmes pris dans l'événement et qui se forgent instantanément une vision du fait (Bensa et Fassin, 2002). Cette représentation immédiate, qu'elle soit générée par des supports médiatiques ou par la prise directe avec une mobilisation, qu'elle soit le fruit d'un choc traumatique ou d'une empathie avec une cause, interagit dans l'action avec les autres valeurs structurant l'univers mental de l'acteur. En retour, les possibles que ce dernier envisage de réaliser sont infléchis par cette représentation immédiate. L'approche événementielle prend donc en compte une dimension compréhensive, selon la terminologie de Max Weber. La « montée en grandeur des faits » (Dosse, 2010) agit sur les acteurs et contribue à leur émulation et leur implication dans un nombre d'actions auxquelles ils ne pensaient pas avoir recours jusque-là et qu'ils pensaient encore moins maîtriser.

L'exemple le plus flagrant est sans doute celui des logiques de basculement dans la violence. Au cours des journées de juin en Égypte, la possibilité d'une destitution violente émerge. Dans le cas syrien, une concurrence des récits – sont-ce des soldats « étrangers » qui attaquent la ville ? Tel quartier a-t-il été libéré ? – provoque l'entrée dans l'action de segments de la population qui formulent de nouvelles attentes et adoptent de nouvelles formes de protestation. La répression orchestrée par le régime pour prévenir une avancée de l'opposition dans les quartiers de Mezze à l'ouest de Damas, détruisant les espaces verts, provoque le départ ostensible de nombreuses familles bourgeoises et témoigne d'une prise de distance à l'égard d'un pouvoir (*nizâm*) devenu irrespectueux du contrat tacite les liant. La restitution de l'action ne peut donc pas omettre les récits des acteurs ni les articuler à la présentation de l'événement.

Plus qu'à tout autre contexte, la notion d'événement convient pour restituer ce que provoque une situation révolutionnaire. Il permet de rendre compte des deux grandes catégories d'analyse proposées par Reinhart Kosseleck autour de l'expérience de l'individu au temps. L'historien allemand qualifie ainsi « l'expérience historique » (Kosseleck, 1997) c'est-à-dire l'ensemble des dynamiques individuelles

croisées au cœur des situations. Reprenant la distinction qu'il opère entre le champ des expériences (configurations emboîtées des situations) et l'univers des possibles (leurs possibles devenir), Hartmut Rosa (2013) propose de voir dans l'oscillation entre les deux pôles de l'expérience un facteur d'accélération. Le temps de révolution constitue certainement celui dans lequel l'accélération devient un élément marquant, jusqu'au niveau quotidien. Dès lors, pour ne pas se perdre dans les myriades de détails qui peuvent prendre conjoncturellement une importance décisive, l'effort descriptif et analytique doit rendre compte des lignes du temps croisées pendant la durée de l'événement : restitution qui doit se faire à travers ce que les acteurs comprennent de la situation, et la manière dont des structures préexistantes agissent et imposent certaines logiques.

La notion de temporalités croisées permet de saisir l'un des traits dominants de l'événement : au sein d'une unité temporelle de quelques jours, ou de quelques heures, en fonction de l'action déterminée, il devient possible de restituer la complexité d'une situation en projetant une foule d'éclairages différents qui évitent d'enfermer une situation dans un sens donné et de montrer la pluralité des causes en jeu. Par exemple, le 3 juillet 2013 fait très certainement apparaître une relation entre l'armée égyptienne et la mouvance des Frères musulmans, mais cette séquence ne peut se comprendre sans tenir compte des mécanismes d'institutionnalisation des forces politiques, des militaires, et de l'État. Cela tient aux liens complexes établis depuis 1952 au moins, mais aussi aux changements qui ont affecté ces relations depuis. Mais la geste militaire doit également se comprendre dans une symbolique de l'armée comme acteur social ou arbitre, qui dépasse le théâtre égyptien.

Dans le cas syrien, les temporalités en présence relèvent de l'exode rural et des dynamiques de périurbanisation qui participent à la création du théâtre du ralliement et des logiques de militarisation du conflit dans leur articulation à la geste révolutionnaire. Sous cet éclairage, les gestes protestataires d'autres époques plus lointaines reprennent une troublante actualité. La géographie des luttes mandataires resurgit brutalement dans un conflit sans qu'a priori, aucune cause commune ne relie les deux « événements ». La mise en récit porte sur une unité événementielle elle-même composée de périodes et de séquences dont elle propose une description pour chacune d'entre elles. Cette technique donne une place à la présentation analytique des temporalités qui la constituent et qui, par les modalités de mise en récit, évite de réifier des liens plus ou moins clairement formulés avec les temporalités d'unités événementielles révolues.

L'enjeu devient, dès lors, de pouvoir isoler les séquences et de réfléchir aux modalités qui leur donnent sens. Le principe de l'analogie peut conduire à des schématisations intéressantes. Ainsi, il a été souvent avancé que la crise de juin 2013 en Égypte ressemble à celle de mars 1954⁸, dans la mesure où la confrontation politique entre les acteurs politiques est orchestrée autour de vastes rassemblements populaires : en 1954, les conflits internes aux militaires précipitent l'opposition

8 Sur la crise de mars 1954, voir Sorby, 1992.

des Frères musulmans au colonel Nasser, lui-même parvenant à mobiliser d'autres secteurs de la société ; en 2013, l'armée se retrouve en lutte contre les détenteurs du pouvoir appartenant à la confrérie des Frères musulmans et tous deux appellent à des mobilisations de rue. Pourtant, en réduisant l'événement de juin-juillet 2013 à n'être qu'une réplique du premier, on omet les multiples inflexions des positions des deux acteurs en question dans le champ politique. L'analogie peut donc ici, certes, susciter la comparaison avec des événements antérieurs, au risque toutefois de déformer le point de vue plus que de l'enrichir. C'est dans ce sens que la multiplicité des temporalités importe. Cette pluralité permet de détecter l'ensemble des rapports qui régissent les différents acteurs engagés dans tel ou tel événement. Aussi, pour comprendre adéquatement l'épisode du 30 juin-3 juillet, on ne peut faire l'économie de l'analyse de sa place dans la dynamique révolutionnaire depuis janvier-février 2011 ; pas plus qu'on ne peut faire l'économie de l'effort analytique qui consiste à poser et décliner, en dépit de leur complexité, les termes des rapports entre les différents acteurs – à savoir, entre les Frères musulmans et l'ensemble des « forces politiques “instituéés” », entre les Frères musulmans et les « révolutionnaires » (ce terme regroupant des acteurs individuels et collectifs très hétérogènes), entre les « forces politiques “instituéés” » et les forces armées, entre les forces armées et les « révolutionnaires », entre les « acteurs non-révolutionnaires » et les « révolutionnaires », et ainsi de suite. Au cours de l'événement, les groupes d'acteurs deviennent fluides et se soustraient aux catégories figées prédéfinies, de même que leurs actions et positions se reconfigurent et interagissent tout au long de la situation à laquelle ils prennent part et qu'ils façonnent par là-même. Dans le cas syrien, l'analogie éclaire d'autres réalités. Un relevé des lieux de confrontations et des trajets suivis par les forces armées se revendiquant de l'opposition en direction du quartier Midân au sud de Damas – en juillet 2012 – font émerger un parallélisme surprenant avec les événements de 1925-1927⁹. Les rapprochements spatiaux et temporels renvoient donc à des réflexions sur les modalités de construction de l'urbain, mais aussi à leur (ré)appropriation mémorielle par les habitants.

La réflexion par analogie sert donc à parcourir les distances temporelles nécessaires pour éclairer un élément séquentiel présent dans l'événement. Dans le cas de l'Égypte, les mobilisations des journées de juin 2013 font suite à une série de protestations, depuis l'élection de M. Morsi à la présidence. Des phénomènes en miroir sont observables, qu'il s'agisse des modes d'affrontements ou des formes de regroupement des populations, et renvoient à des temporalités récentes, de quelques semaines à quelques mois. Dans le cas de la Syrie, le déplacement de la focale sur la relation entre les éléments militaires et civils ramène le balancier temporel aux premières « libérations » (*tahrîr*) des espaces syriens contrôlés par le régime. Ainsi, selon la perspective adoptée pour saisir des objets constitués par la mise en récit de

⁹ Analogie montrée par Daniel Neep, 2014.

l'événement, il devient possible d'envisager, dans la simultanéité, une pluralité de temporalités. Le discontinu est intégré dans la continuité, sans être écrasé.

L'intérêt de l'événement est de permettre de restituer, au-delà d'une vision uniquement centrée sur le fait nouveau en tant que rupture dans le cours normal des choses, la série d'éléments importants (facteurs extérieurs, représentations, interactions, etc.) qui influencent le cours des actions. Cette approche met l'accent sur les négociations et les interactions qui se déroulent en amont et pendant « l'événement » entre les différents acteurs politiques, notamment entre ceux qui participent à l'événement, ceux qui le rejettent et ceux qui y assistent. Les tractations portent sur le fonctionnement des institutions et sur les différentes règles du jeu public, donnant en retour du poids à cette « nébuleuse », c'est-à-dire aux spectateurs de l'événement qui peuvent entrer en action ou demeurer à l'écart (Favre, 1990). Défini comme un ensemble d'actions et de représentations découlant d'une première dynamique, se déroulant dans un espace particulier et restreint, l'événement agrège et conglomère les éléments qui permettent la mise en question du social mouvant et révolutionnaire, sans en occulter les différentes dimensions. Cette approche invite donc à reprendre la tâche descriptive et de documentation sur les événements récents, de façon à restituer de tels moments dans leur complexité et leur densité factuelle et historiographique pour mieux comprendre ce qui se fait, et comment cela se fait.

Le rapprochement de situations a priori éloignées – Syrie versus Égypte / une « bataille » versus des « larges manifestations de rue » – pourrait sembler de peu d'intérêt pour les sciences sociales. Au contraire, nous nous sommes efforcés de rappeler la pertinence heuristique d'une telle démarche autour de l'usage de la catégorie d'« événement ». Ce concept se constitue d'un ensemble de faits, il est marqué par un surgissement et une fin, il rompt un ensemble de continuités tout en étant influencé par elles. Il permet de proposer une mise en récit fondée sur la discontinuité et la prise en considération de temporalités multiples. Actions et représentations ne sont plus alors qualifiées avant d'avoir été amplement décrites dans leurs différents aspects qui prennent place, chacun, dans une recherche de causalité différenciée. L'événement se retrouve en tant qu'outil d'analyse au croisement des disciplines des sciences sociales et il est, de ce fait, propice à les faire dialoguer. Il s'impose surtout dans un contexte de ruptures régulières et rapides. Un travail de reconstruction de sens se déroule ainsi de manière parallèle à l'avènement de nouveautés et il interagit avec les actions à l'origine de nouveaux faits. L'« événement » devient le facteur unifiant, l'unité de mesure à l'aune de laquelle discontinuités, probabilités et nécessités sont mises en récit (Rey, 2010) : La rupture se lit à travers les fragmentations et divisions – politiques ou sociales – qui se réunissent dans une mise en récit saisissant le tout dans sa complexité.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARON Raymond, 1976, *Les étapes de la pensée sociologiques*, Paris, Gallimard.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia et FILLIEULE Olivier, 2012, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, 5/6, p. 767-796.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia et FILLIEULE Olivier (dir.), 2003, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po.
- BENSA Alban et FASSIN Éric, 2002, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20.
- BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETI Michel (dir.), 2010, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte.
- CHAMPAGNE Patrick, 2011, « Le coup médiatique. Les journalistes font-ils l'événement? », *Sociétés et représentations*, vol. 2, 32, p. 25-43.
- CORCUFF Philippe, 2007, *Les nouvelles sociologies. Entre collectif et l'individuel*, Paris, Armand Colin.
- DELACROIX Christophe, DOSS François et GARCIA Patrick (dir.), 2007, *Les courants historiographiques en France*, Paris, Histoire Folio.
- DOBRY Michel, 1992, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- DOSSE François, 2010, *Renaissance de l'événement. Un défi pour l'historien : entre sphinx et phénix*, Paris, PUF.
- EL-CHAZLI Youssef et HASSABO Chaymaa, 2013, « Socio-histoire d'un processus révolutionnaire. Analyse de la « configuration contestataire » égyptienne (2003-2011) », in Amin ALLAL et Thomas PIERRET (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.
- ELIAS Nobert, 1996, *Du temps*, Paris, Fayard.
- FAVRE Pierre (dir.), 1990, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FURET François, 2010, *La révolution française*, Paris, Pluriel, deux tomes.
- GREISH Jean, 2014 « Ce que l'événement donne à penser », *Recherches de sciences religieuses*, Tome 102, 1, p. 39-62.
- HASSABO Chaymaa, 2012, *La stabilité du régime Moubarak à l'épreuve d'une « situation de succession prolongée » : les limites de la consolidation autoritaire. Un état des lieux politique de la période 2002-2010*, Thèse de doctorat, Sciences Po Grenoble.
- KOSSELECK Reinhart, 1997, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Le Seuil.
- LE GOFF Jacques et NORA Pierre (dir.), 2011, *Faire de l'histoire*, Paris, Folio histoire.
- LECA Jean, 1979, « Introduction », in Jean LECA (dir.), *Développements politiques au Maghreb, aménagements institutionnels et processus électoraux*, Paris, Éditions CNRS.
- NEEP Daniel, 2014, *Occupying Syria under the French mandate, Insurgency, Space and State Formation*, Cambridge, Cambridge University Press.

- PASSERON Jean Claude, 1991, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan.
- REY Matthieu, 2010, « La Wathba Manifester en Irak en 1948 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 108, p. 25-37.
- ROSA Harmut, 2013, « Mouvement historique et histoire suspendue. Le rapport du changement social et de l'expérience de l'histoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 117, p. 89.
- SORBY Karolm, 1992, « Egypt : the political crisis in march 1954 », *Asian and African Studies*, 1, p. 42-65.
- TILLY Charles, 1978, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Co.



